



EXTRAIT DES REGISTRES DES DÉLIBÉRATIONS DU
CONSEIL COMMUNAUTAIRE

SÉANCE DU JEUDI 25 SEPTEMBRE 2014

Direction Générale des Services
Gestion des Assemblées
Aménagement et Urbanisme

L'an deux mille quatorze le vingt cinq septembre à dix huit heures trente, le Conseil Communautaire, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en séance publique, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Olivier AUDIBERT-TROIN, Député du Var.

Nombre de Membres		
Afférents au Conseil Communautaire	En exercice	Qui ont pris part à la délibération
63	63	61

Objet de la délibération:

Les Arcs-sur-Argens - RDN7 - Réalisation d'un giratoire - Cession foncière CAD / Conseil Général

PRÉSENTS :

AUDIBERT-TROIN Olivier, PIANETTI Claude, LECOINTE Jacques, ALEMAGNA Claude, PARLANTI Alain, CHILINI Bernard, BOYER Lilliane, MARCY Valérie, GALLIANO Gilbert, GRAS Raymond, MARTIN Hugues, MARIA Daniel, MATRAS Fabien, FANELLI Nicole, ROUVIER Georges, BALDECCHI Serge, BACQUET Yves, AMBROSINO Franck, AMOROSO Anne-Marie, AUGUIN Jutta, BOUZEREAU Gilbert, CAYMARIS Alain, CERET Stéphan, CHALOT-FOURNET Christine, CHARDES Bernard, COLOMBANI Anne-Marie, DUBOUIS Brigitte, DUFOUR Sophie, FIORINI Francine, FRANCIN Sylvie, GUIOL Marie-Christine, HAINAUT Alain, KOUJI-DECOURT Mathilde, LEROUX Florence, LOEW Grégory, MARCEL Frédéric, MARY-BOUZEREAU Sandrine, MENET André, MICHEL Jacques, MOMBAZET Jean-Pierre, NICOLETTI Christine, PELASSY Michèle, PESCE Thierry, PREMOSELLI Christine, REGAZZETTI Francine, REIG Laure, ROUX Régis, RUDNIK Thierry, SANTONI Jean-Daniel, SENES Sylvain, SONNEVILLE David, STRAMBIO Richard, VECCHIO Valéria, VIGIER Alain

REPRÉSENTÉS :

Gérald PIERRUGUES pouvoir à Céline MAUBERT, Alain BOUCHER pouvoir à Olivier AUDIBERT-TROIN, Max CARZOLI pouvoir à Alain PARLANTI, Caroline COLLOMBAT pouvoir à Bernard CHILINI, Nathalie GONZALES pouvoir à Christine CHALOT-FOURNET, Malika GUELLATI pouvoir à Claude PIANETTI, Françoise LEGRAIEN pouvoir à Lilliane BOYER, Yves LE POULAIN pouvoir à Valérie MARCY

ABSENT :

CARRIERE Christophe

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Madame Mathilde KOUJI-DECOURT

RAPPORTEUR : Monsieur Hugues MARTIN

Transmis le : 3.10.2014

Au Représentant de l'État,
conformément aux dispositions
de la loi du 2 mars 1982

Communauté d'Agglomération
Dracénoise
Affiché le 3.10.2014

La Communauté d'Agglomération Dracénoise a acquis en 2010 une unité foncière aux Arcs-sur-Argens, cadastrée section G n°12-14-15-16-1541-1542, d'une superficie totale de 59 371m², dans la perspective d'y réaliser un pôle économique à vocation agricole.

Ce terrain est situé au droit d'un point noir routier identifié par les services du Conseil Général.

Dans le cadre des missions de sécurisation de la RDN7, les services du Conseil Général ont programmé la réalisation d'un carrefour giratoire qui permettra une circulation plus sûre et qui pourra par ailleurs desservir les terrains acquis par la CAD.

Afin de réaliser cet aménagement, le Conseil Général du Var sollicite l'agglomération dracénoise pour une cession foncière de 5 119 m² environ. Les emprises concernées sont totalement compatibles avec le développement futur de cet espace à vocation économique et agricole.

En conséquence et au vu de l'avis de la Commission Aménagement et Urbanisme en date du 9 Septembre 2014, il est proposé au Conseil communautaire de bien vouloir :

- Autoriser la vente d'une emprise de 5 119 m² à prendre sur les parcelles susvisées au profit du Conseil Général du Var ,
- Dire que cette vente sera conclue à l'euro symbolique ;
- Autoriser Monsieur le Président ou Monsieur le Vice-Président Délégué à signer toutes pièces relatives à cette affaire et l'acte de vente subséquent et dire que l'acte de vente sera reçu par un office notarial choisi par les parties ;
- Dire que l'ensemble des frais et débours sera supporté exclusivement par l'acquéreur (frais de géomètre, frais notariés, taxes...) ;

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré par 61 voix pour et 1 non participation (MARCEL Frédéric), décide d'adopter cette délibération.

Fait à Draguignan, le jeudi 25 septembre 2014

Olivier AUDIBERT-TROIN



Président
Député du Var

Conformément au Code de Justice Administrative un délai de deux mois est ouvert à partir de la notification ou de la publication de la présente délibération pour contester celle-ci devant la juridiction administrative territorialement compétente. Dans ce même délai, la présente délibération peut être contestée devant l'autorité dont elle émane par l'exercice d'un recours gracieux. Ce recours suspend le délai de recours contentieux jusqu'à la réponse de ladite autorité ; le silence gardé pendant plus de deux mois vaudrait rejet.